



**PRÉFET  
DU RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Direction départementale  
de la protection des populations**

DREAL-UD69-CM  
DDPP-SPE-SP

**ARRÊTÉ n° DDPP-DREAL 2021- 266**  
**instituant des servitudes d'utilité publique sur les parcelles cadastrales n° AY 193 et 194**  
**site anciennement exploité par la société Teinturerie de la Turdine à Tarare.**

Le Préfet de la Zone de défense et de Sécurité Sud-Est  
Préfet de la Région Auvergne-Rhône-Alpes  
Préfet du Rhône  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L. 515-8 à L. 515-12 et R. 515-31-1 à R. 515-31-7 ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juin 1999 autorisant la société Teintureries de la Turdine à exploiter ses installations ;

VU l'arrêté préfectoral du 27 mai 2019 imposant la mise en œuvre de mesures de gestion dans le cadre de la cessation d'activité de la société Teinturerie de la Turdine et imposant une surveillance des eaux souterraines ;

VU les rapports d'études référencés ci-dessous :

- Rapport du 25/06/2020 référencé A532103161 intitulé « travaux de dépollution d'août 2019 à février 2020 - synthèse des travaux » transmis le 7/09/2020
- Rapport EPORA/APAVE intitulé « diagnostic de la qualité chimique des milieux/prélèvements et analyses des eaux superficielles » et référencé A533112369\_BC4 du 14 avril 2021
- Rapport EPORA/APAVE intitulé « synthèse de l'état environnemental ZA de Tarare Ouest » et référencé A533112369\_BC4 du 20 avril 2021
- Rapport de l'Epoca concernant l'analyses des Risques Résiduels (ARR) N° de mission : A532103161-BC11 du 15 avril 2021 (M.VSSP0010.080-v3)

VU le courrier de transmission du PV de recollement du 6 mai 2021 ;

VU la demande en date du 25 juin 2020, complétée le 10 mai 2021, présentée par la société EPORA pour le compte de la société Teinturerie de la Turdine en vue d'instituer des servitudes d'utilité publique sur les parcelles AY 193 et 194 situées à Tarare ;

.../...

VU le rapport du 11 mai 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées, proposant le lancement de la consultation écrite prévue aux articles L. 515-12 alinéa 3 et R. 51563165 du code de l'environnement ;

VU la consultation simple organisée par courriers du 20 mai 2021 ;

Vu l'avis tacite du conseil municipal de Tarare, réputé favorable ;

VU le rapport de synthèse du 26 août 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, service chargé de l'inspection des installations classées ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 29 septembre 2021 ;

CONSIDÉRANT que les zones polluées recensées ont été traitées conformément au plan de gestion ;

CONSIDÉRANT la présence d'une pollution résiduelle en HCT, HAP et COHV ;

CONSIDÉRANT la présence d'une pollution en métaux qui a fait l'objet d'un recouvrement ;

CONSIDÉRANT que le plan de gestion adossé à l'analyse de risques résiduels mise à jour fait état de la nécessité de mettre en place des restrictions d'usage visant à garantir la compatibilité du site avec son nouvel usage, et la proposition de restriction d'usages de l'EPPA représentant la société Teinturerie de la Turdine en date du 25 juin 2020 ;

CONSIDÉRANT que les servitudes prescrites dans le présent arrêté sont nécessaires pour préserver les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR la proposition de la préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances ;

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1 :**

Sur le territoire de la commune de Tarare, des servitudes d'utilité publique sont instaurées sur les parcelles suivantes :

Commune	Références cadastrales	
	Section	Parcelles
Tarare	AY	193 et 194

### **DÉCOUPAGE EN 3 ZONES**

Le périmètre des servitudes d'utilité publique se subdivise en 3 zones définies comme suit et représentées en annexe 1 :

- zone 1 : ancienne emprise du site
- zone 2 : zone de pollutions métalliques pour laquelle un recouvrement de surface a été mis en place
- zone 3 : zone de contamination résiduelle en pollutions organiques sans mesure de confinement ; cela correspond aux zones non excavées et aux zones non recouvertes

Les documents suivants sont joints :

- Annexe 1 : Un plan faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R515-31-2 ainsi que les aires correspondant à chaque catégorie de servitudes ;
- Annexe 2 : Un plan de localisation des pollutions résiduelles.
- Annexe 3 : Extrait de l'ARR
- Annexe 4 : Localisation des piézomètres

L'utilisation des terrains concernés par la présente SUP, et notamment les modalités d'édification de

nouvelles constructions ou de démolition des constructions existantes devra toujours être compatible avec l'état environnemental du sol, du sous-sol et de la nappe.

## **ARTICLE 2 :**

### **2.1. Usage des terrains**

#### **2.1.1. Aménagement du site et définition du changement d'usage**

Les terrains de la zone 1 ont été placés dans un état permettant un usage industriel.

Les projets d'aménagement qui modifient les hypothèses utilisées pour l'établissement du schéma conceptuel (vecteurs de transfert, cibles, voies d'exposition) ou les paramètres d'entrée de l'analyse des risques résiduels sont des changements d'usage qui doivent respecter les dispositions de la prescription 2.1.2.

#### **2.1.2. Procédure de changement d'usage**

Toute modification ou changement de l'usage de la zone 1 est subordonnée à la réalisation, aux frais et sous la responsabilité de la personne qui en est à l'origine, d'études et de mesures permettant de justifier que le risque résiduel est compatible avec le nouvel usage prévu.

Les mesures définies dans ces études se substituent le cas échéant aux articles 2.2 et 2.5 ci-dessous.

#### **2.1.3. Permis de construire ou d'aménager**

Le cas échéant, le pétitionnaire joint à sa demande de permis de construire ou d'aménager pour la zone 1:

- un document justifiant que le projet ne constitue pas un changement d'usage ;
- ou, dans le cas d'un changement d'usage, une attestation du bureau d'étude justifiant que l'état des sols est compatible avec le nouvel usage projeté.

Il est rappelé qu'en application de l'article L 556-1 du code de l'environnement, le pétitionnaire doit joindre à toute demande de permis de construire ou d'aménager l'attestation d'un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués conformément à une norme définie par arrêté du ministre chargé de l'environnement, ou équivalent, afin de justifier que l'état des sols est compatible avec le nouvel usage projeté

### **2.2. Aménagements et dispositions constructives**

#### **2.2.1. Dispositions constructives**

Les dispositions constructives prises en compte comme hypothèses dans le cadre de l'étude quantitative des risques sanitaires (EQRS) (notamment document EPORA/APAVE (analyses des Risques Résiduels (ARR) N° de mission : A532103161-BC11 du 15 avril 2021) sont respectées. Elles concernent notamment :

- l'absence de niveaux de sous-sol ;
- l'épaisseur de dalle béton minimale : 0,1 m.
- surface minimale de 100m<sup>2</sup>
- taux renouvellement minimal de 0,6h-1

L'ensemble de ces dispositions sont rappelées en annexe 3 du présent arrêté.

Les dispositions constructives ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2)

### **2.2.2. Aménagement de potagers**

La culture de végétaux consommables dans la zone 1 est interdite, sauf à éviter le contact entre les végétaux et les sols pollués ou à remplacer les sols pollués par des matériaux sains. Dans ce cadre, et afin de marquer l'interface terrains impacté/terrains d'apports sains, un grillage avertisseur, un géotextile ou équivalent devra être posé. Toutes les mesures prises devront être pérennes dans l'espace et le temps.

La plantation d'arbres fruitiers ou à baie dans les zones polluées présentées sur la zone 1 est interdite.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2)

### **2.2.3. Eaux pluviales / Zones d'infiltration**

La réalisation d'ouvrage d'infiltration est interdite dans les zones 2 et 3.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2).

### **2.2.4. Canalisations d'eaux potables**

L'aménageur prend des dispositions nécessaires dans la zone 1 pour garantir l'étanchéité de toute canalisation d'eau potable vis-à-vis des pollutions résiduelles volatiles (ex : dans des sablons sains ou au sein de fourreaux...).

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2)

### **2.2.5. Maintien en l'état de toutes les dispositions prises pour le recouvrement**

La zone 2 est recouverte par une couverture de type enrobé, béton, terres végétales de 30 cm minimum, ou équivalent ; celle-ci permet d'empêcher tout envol de poussières et le contact direct avec les sols du site.

Ces couvertures sont maintenues en l'état ou, le cas échéant, remplacées par une couverture équivalente. Elles sont reconstituées en cas de travaux affectant leur intégrité.

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2)

## **2.3. Travaux**

### **2.3.1. Réalisation de travaux**

Tous travaux entrepris affectant le sol ou le sous-sol de la zone 1, notamment d'affouillement ou d'excavation de terres ou matériaux enterrés, font l'objet, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine de ces travaux, de mesures de gestion et de précaution adaptées, conformément à la réglementation applicable. Le cas échéant, ils pourront faire l'objet d'un plan de retrait ou de confinement.

Toutes les dispositions sont prises pour que ces travaux ne remobilisent pas, ne solubilisent pas ou,

ou ne fassent pas migrer les polluants résiduels notamment vers les eaux de surface, les eaux souterraines ou dans l'air.

Tous les sols et matériaux d'excavation non réutilisés de la zone 1 devront faire l'objet d'une élimination en filière autorisée.

Les matériaux excavés et entreposés temporairement dans la zone 1 sont répartis en tas sensiblement homogènes quant à leur origine, ou leur traitement éventuel futur, ou leur destination finale (évacuation en centre de stockage externe, réutilisation en remblais sur site, ...).

Chaque tas est clairement identifié de façon à prévenir toute erreur dans le devenir des matériaux qui le constituent : traitement, évacuation en centre de stockage extérieur, réutilisation comme remblai sur site notamment.

Le positionnement des matériaux pollués réutilisés à des fins d'aménagement et issus de la zone 2 sont repérés sur un plan et leurs caractéristiques sont identifiées. Ces matériaux sont recouverts d'une épaisseur de terre saine de 30cm au minimum, d'une dalle béton ou d'enrobé. Lors des travaux de terrassement, une maîtrise de l'envol de poussières devra être assurée afin de garantir la protection des travailleurs et limiter les nuisances à l'environnement du site.

### **2.3.2. Maintien d'un pH inférieur à 12**

Tous travaux dans les zones où des pollutions métalliques sont identifiées (zone 2 et les zones où seraient déplacées des pollutions métalliques) sont menés de sorte que les sols conservent un pH inférieur à 12, et ceci afin d'éviter une remobilisation des métaux et une lixiviation.

### **2.3.3. Suivi des eaux souterraines durant travaux**

En cas d'excavation ou de travaux susceptibles de remobiliser ou faire migrer les polluants vers les eaux souterraines (zone 1), une surveillance adaptée de la qualité de ces eaux (en termes de durée et de fréquence) est mise en place par le responsable à l'origine de ces travaux, afin de démontrer l'absence d'impact de ceux-ci sur la qualité des eaux souterraines.

Tout nouveau forage est réalisé dans les règles de l'art, conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

Dans le cas où une dégradation de la qualité des eaux souterraines est observée, le responsable de la surveillance met en place dans les meilleurs délais des mesures limitant la diffusion de la pollution hors site et/ou l'usage/consommation des eaux souterraines.

En fin de surveillance, le responsable à l'origine de la surveillance, ou à défaut le propriétaire, comble les piézomètres conformément aux règles de l'art.

### **2.3.4. Suivi des eaux d'exhaure**

Sur la zone 1, en cas de pompage des eaux de fouille, une surveillance de la qualité de ces eaux est mise en place par le responsable à l'origine de ces pompages.

Le cas échéant, les dispositions de traitement nécessaire sont mises en place, et une convention est établie avec le gestionnaire du réseau collectif si celles-ci sont renvoyées au réseau

## **2.4. Réseau piézométrique de l'ancien exploitant**

### **2.4.1. Maintien d'accès aux piézomètres**

Les ouvrages nécessaires au programme de surveillance des eaux souterraines (imposée à la Teinturerie de la Turdine par l'arrêté du 27 mai 2019 et présentés en annexe 4) et situés sur les parcelles objet du présent arrêté sont maintenus en état et facilement accessibles tant qu'il existe une surveillance.

Les propriétaires et locataires des parcelles concernées doivent autoriser l'accès aux piézomètres à l'ancien exploitant (Teintureries de la Turdine), à toute personne mandatée pour réaliser des prélèvements, ou à tout autre personne mandatée par l'un ou l'autre.

### **2.4.2. Modification du réseau de piézomètres**

Les ouvrages nécessaires au programme de surveillance des eaux souterraines imposée à la Teinturerie de la Turdine peuvent être déplacés, aux frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine du déplacement et en accord avec l'ancien exploitant. Le cas échéant, les piézomètres non utilisés sont comblés conformément aux règles de l'art, au frais et sous la responsabilité de la personne à l'origine du déplacement.

Ces nouveaux emplacements devront permettre une surveillance équivalente.

En cas de nécessité de créer de nouveaux piézomètres, la personne à l'origine de ces nouveaux ouvrages devra également réaliser un dossier loi sur l'eau conformément à la réglementation.

## **2.5. Usage des eaux souterraines**

Tout pompage et toute utilisation des eaux de la nappe sont interdits au droit de la zone 1 excepté pour un usage des eaux souterraines en circuit fermé (circuit de refroidissement, géothermie...) ou pour la surveillance des eaux..

Les dispositions ne répondant pas à ces exigences sont des changements d'usage (cf. prescription 2.1.2)

### **ARTICLE 3 : information des tiers**

Dans le cas où le propriétaire des parcelles citées à l'article 1 décide de mettre à disposition d'un tiers, à titre gratuit ou onéreux, toute ou une partie de ces parcelles, le propriétaire s'engage à informer les éventuels occupants sur l'état du site et les restrictions d'usage visées précédemment.

De même, le propriétaire des parcelles cadastrales citées à l'article 1 s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux, à informer le nouveau propriétaire des restrictions d'usage visées ci-dessus, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieux et place.

### **ARTICLE 4 :**

Les servitudes ci-dessus ne pourront être modifiées ou supprimées que dans les conditions prévues à l'article L. 515-12, 5e à 7e alinéas, du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 5 :**

Les servitudes instituées par le présent arrêté peuvent faire l'objet d'une indemnisation conformément à l'article L. 515-11 du Code de l'environnement.

### **ARTICLE 6 : Publicité**

Le présent arrêté est notifié au propriétaire des parcelles concernées, à l'ancien exploitant, au maire de Tarare.

En vue d'assurer l'information des tiers :

- il est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Rhône ;
- il est annexé au plan local d'urbanisme de la commune de Tarare.
- il fait l'objet d'une publicité auprès du service de publicité foncière. Les frais afférents à cette publicité sont à la charge de l'ancien exploitant.

### **ARTICLE 7 : Voies et délais de recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de Lyon. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification ou de publication du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **ARTICLE 8 :**


La préfète, secrétaire générale de la préfecture, préfète déléguée pour l'égalité des chances, la directrice départementale de la protection des populations et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes, en charge de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de Villefranche-sur-Saône,
- au maire de Tarare,
- à l'exploitant,
- aux propriétaires des parcelles concernées,
- au directeur départemental des territoires.

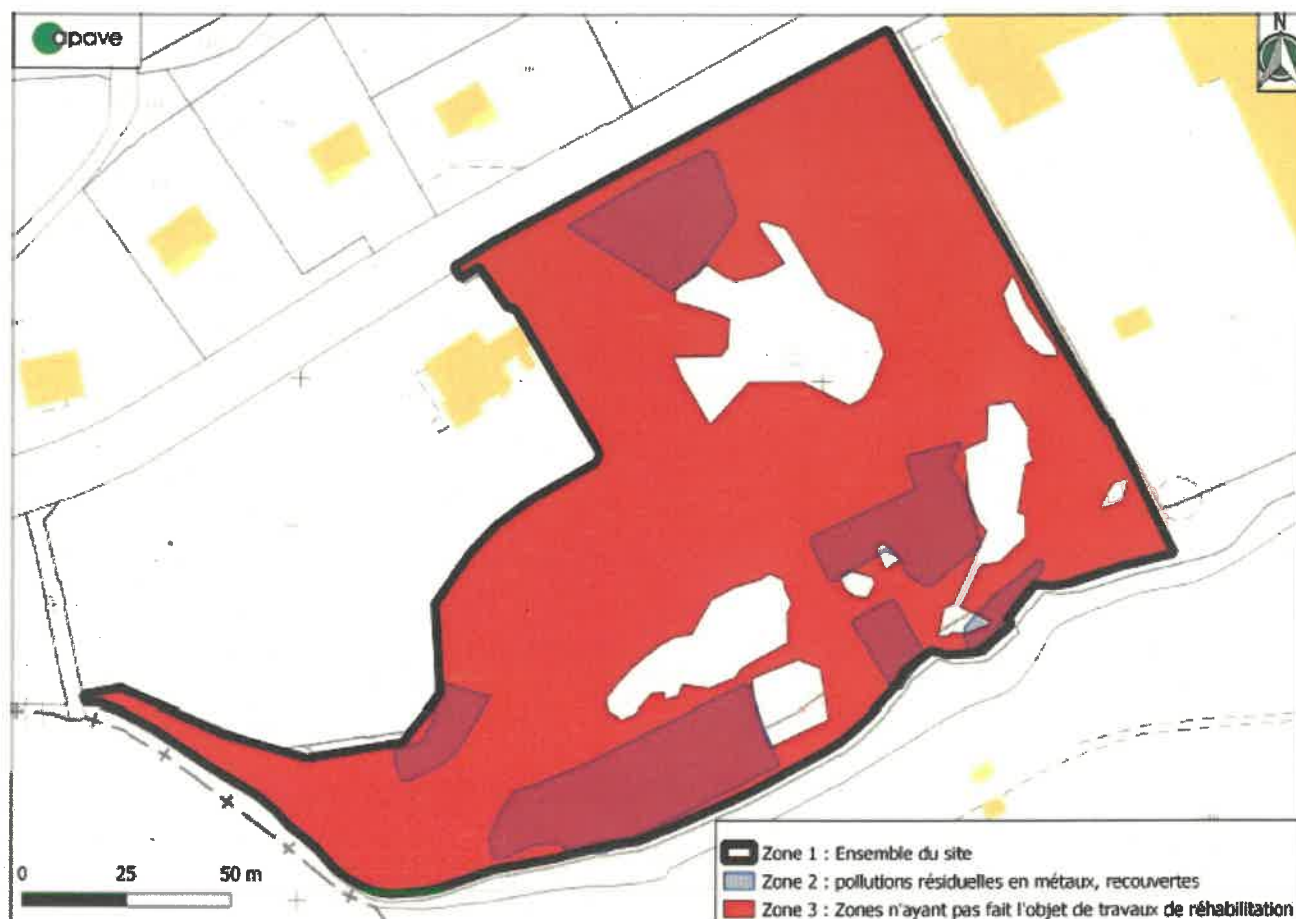
18 OCT. 2021

Lyon, le

Le Préfet en charge du Rhône-sud

  
Benoît ROCHAS

**ANNEXE 1 : Un plan faisant ressortir le périmètre défini en application de l'article R515-31-2 ainsi que les aires correspondant à chaque catégorie de servitudes**



**Figure 8 : Localisation des zones de servitudes**

**Nota :** la zone 1 correspond à l'ensemble du site ; elle comprend toutes les zones (blanches, rouges et grises)

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU

18 OCT. 2021

LE PRÉFET

Le sous-préfet en charge du Rhône-sud

Benoît ROCHAS





## ANNEXE 2 : Pollution résiduelle



Figure 7 : Cartographie de caractérisations pH

### Zones des pollutions en métaux

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU

18 OCT. 2021

Le sous-préfet en charge du Rhône-sud

**LE PRÉFET**

Benoît ROCHAS

## Cartographie de réception des fouilles en COHV, HAP, PCB et HCT

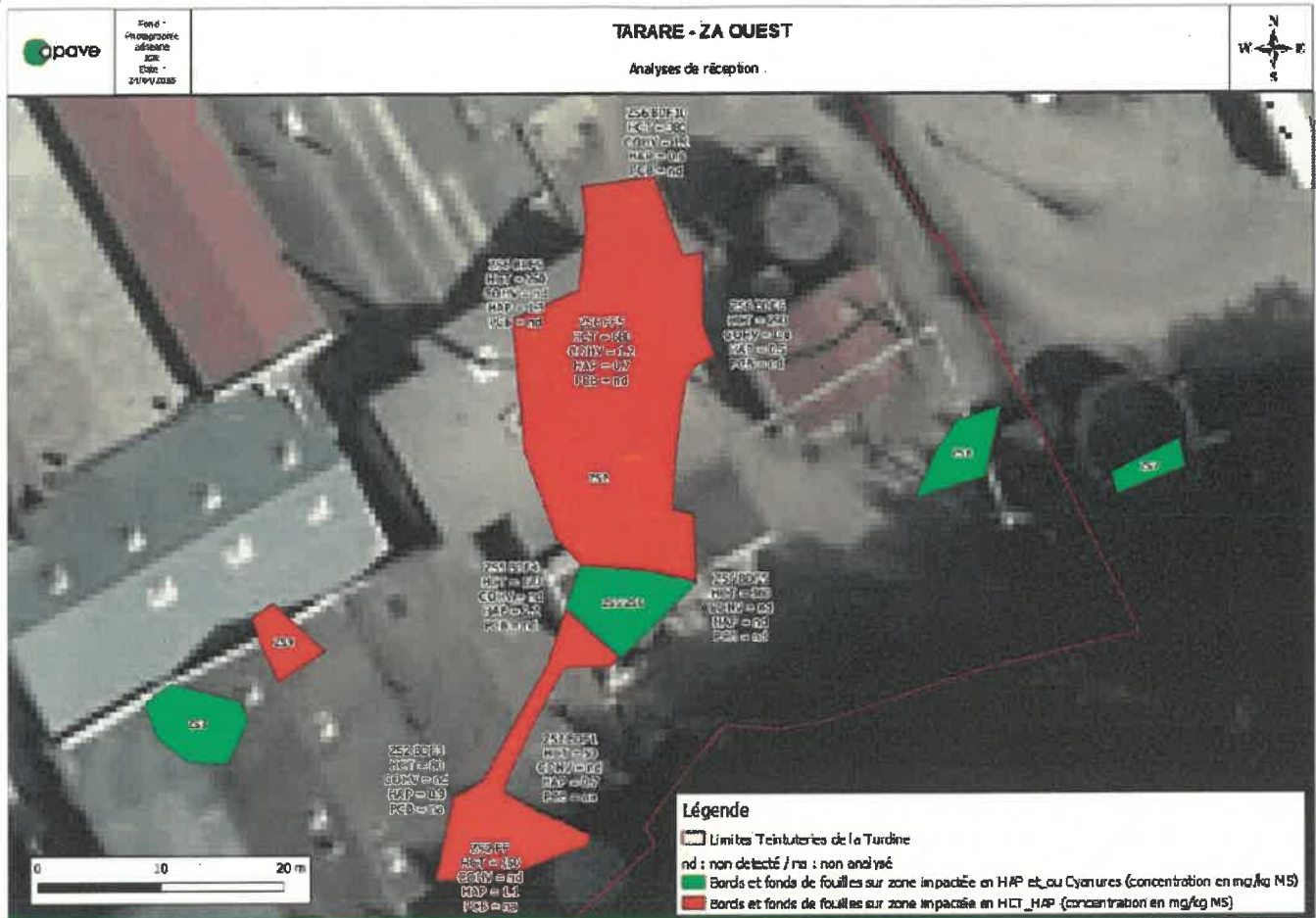


Figure 4 : Cartographie de réception des zones 2, 5 et 6

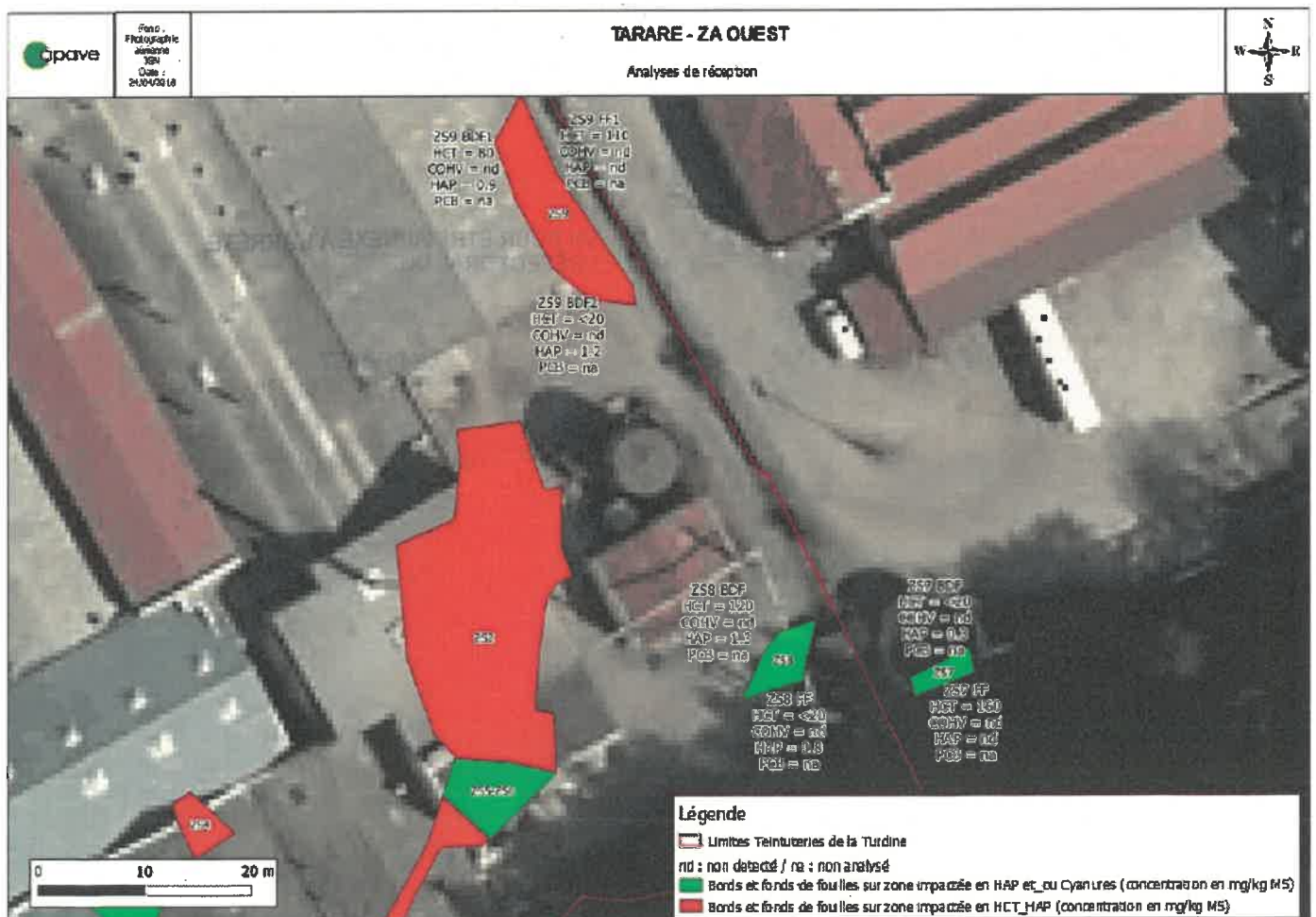
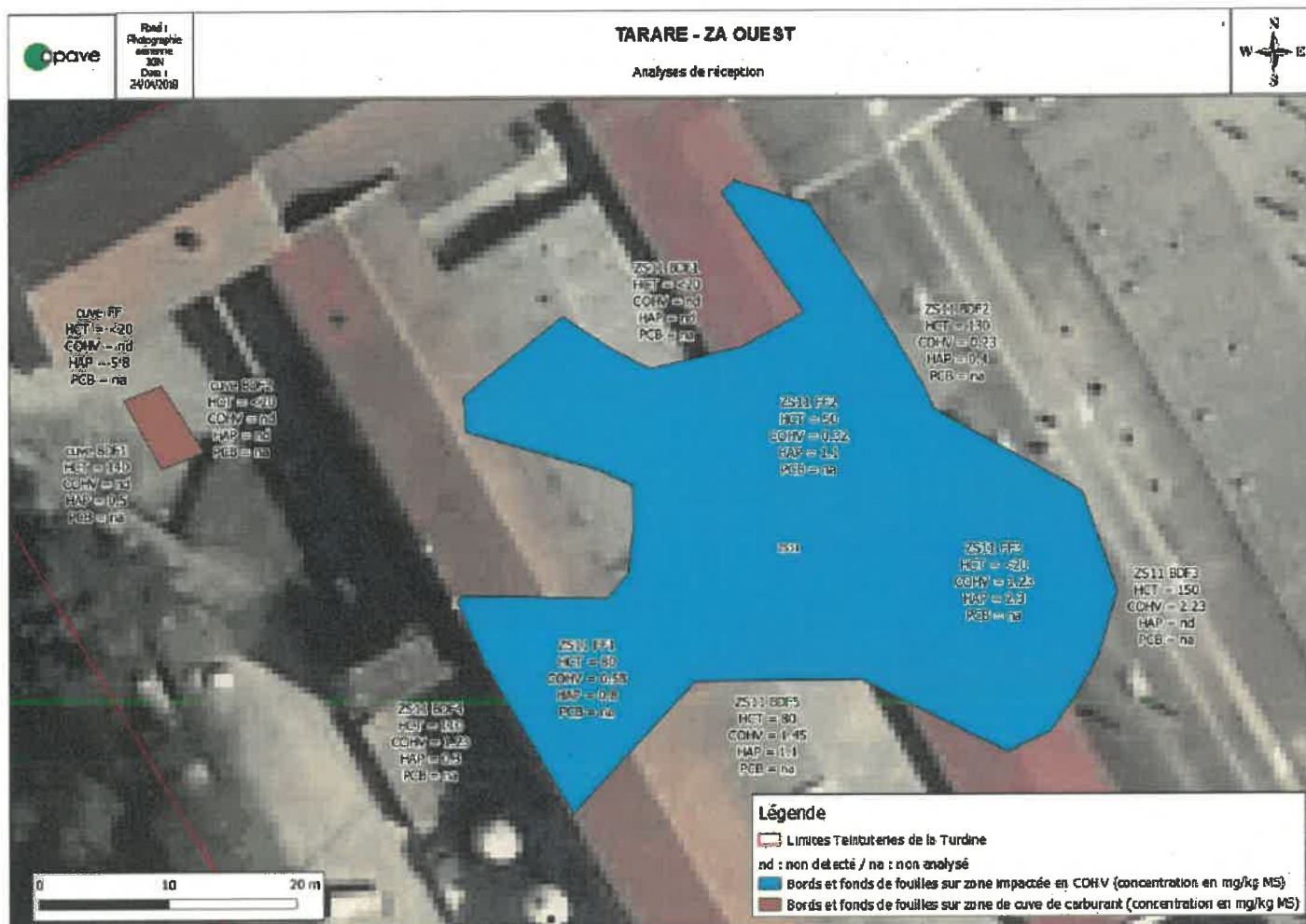


Figure 5 : Cartographie de réception des zones 7, 8 et 9







**Figure 2 : Cartographie de réception de la zone source 11**

### Annexe 3 : Extrait de l'ARR

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU

Sous-préfet en charge du Rhône-sud

18 OCT. 2021

LE PRÉFET  
Benoit ROCHAS

#### Paramètres du modèle Johnson&Ettinger

Les hypothèses retenues concernant les données d'entrée utilisées dans le modèle de transfert JOHNSON & ETTINGER au droit du site sont rassemblées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 12 : Valeurs des paramètres utilisées pour le modèle Johnson et Ettinger

Paramètres - Johnson & Ettinger		
<b>Caractéristiques du sol</b>		
Ts : Température moyenne du sol au point de prélèvement	10 °C	Scénario retenu - Fonction de la Météo
SCS : Type de sol	LS Loamy Sand (sable limoneux)	Résultats des analyses granulométriques réalisées sur des échantillons prélevés au droit du site
rbA : Densité du sol sec (g/cm <sup>3</sup> )	1,62 g/cm <sup>3</sup>	Leij, Stevens, et al (1994)
n <sup>A</sup> : Porosité totale	0,39 -	Hers (2002), Schaap and Leij (1998), Nielson and Rogers (1990)
q <sub>w</sub> <sup>A</sup> : Porosité humide (cm <sup>3</sup> /cm <sup>3</sup> )	0,076 cm <sup>3</sup> /cm <sup>3</sup>	Hers (2002), Schaap and Leij (1998), Nielson and Rogers (1990)
Lt : profondeur de la source (cm)	10 cm	Hypothèse d'anomalies retrouvées dès la surface (directement sous la dalle béton)
<b>Caractéristiques de l'ouvrage</b>		
L <sub>crack</sub> : épaisseur de la dalle (cm)	10 cm	Hypothèse de travail retenue
Lf : Espace entre le bas de la dalle béton et la partie superficielle du sol (cm)	10 cm	Hypothèse d'anomalies retrouvées dès la surface (directement sous la dalle béton)
ΔP : Pression différentielle Sol-Ouvrage (g/cm.s <sup>2</sup> )	40 g/cm.s <sup>2</sup>	Valeur conservatrice par défaut - Loureiro et al., 1990; Grimsrud et al., 1983
L <sub>B</sub> : Longueur de la pièce (cm)	1000 cm	Hypothèse de travail pour la création d'un bâtiment à usage de bureaux, nous retenons les hypothèses de travail suivantes : - la surface de dalle entre les joints de dilatation sera d'au maximum 100 m <sup>2</sup> (10m x 10m) - la hauteur sous plafond sera de 2,5m
W <sub>B</sub> : Largeur de la pièce (cm)	1000 cm	
H <sub>B</sub> : Hauteur sous plafond (cm)	250 cm	
w : Fissure de jonction Dalle - Mur (cm)	0,1 cm	Valeur par défaut - Johnson & Ettinger
ER : Taux d'échange avec l'air extérieur (1/h)	0,25 h <sup>-1</sup>	Hypothèse de travail sécuritaire - projet de bureaux
Q <sub>sol</sub> : débit d'entrée des gaz dans l'espace clos (L/m)	calculé L/m	Valeur par défaut - Nazaroff 1992
<b>Caractéristiques des gaz du sol</b>		
Ls : profondeur de la source gaz (cm)	10 cm	Hypothèse d'anomalies retrouvées dès la surface (directement sous la dalle béton)

Tableau 13 : Valeurs des paramètres utilisées pour le modèle RBCA

Paramètres - RBCA		
Vit-V : vitesse du vent en m/s	3,3	Source : Wind Finder. Moyenne des vitesses de vent à la station des Sauvages (7kms au nord-ouest du site d'étude) entre 12/2011 - 01/2020
h-mel-adulte : hauteur moyenne d'un adulte (m)	1,7	Valeur par défaut - Modèles Thibodeau et du RBCA
h-mel-enfant : hauteur moyenne d'un enfant (m)	1	Valeur par défaut - Modèles Thibodeau et du RBCA
Long <sub>zp</sub> = longueur de la zone d'émission (m) : longueur de la zone	220	Projet : plus grande longueur extérieure
h <sub>sol</sub> = épaisseur de la couche de sol (m) : hauteur de sol à partir du point de mesure	0,3	Projet : recouvrement d'a minima par 30 cm de terre végétale
h <sub>dalle</sub> = épaisseur de la dalle (m) : hauteur de la dalle à partir du point de mesure	0	Modélisation d'impact en extérieur sur terre nue
Dair = diffusivité dans l'air, pour la substance considérée (m <sup>2</sup> /s)	Variable	Substance INERIS
Deau = diffusivité dans l'eau, pour la substance considérée (m <sup>2</sup> /s)	Variable	Substance INERIS
θ <sub>a,s</sub> = teneur en air de la couche de sol (sans dimension)	20%	Johnson & Ettinger
θ <sub>e,s</sub> = teneur en eau de la couche de sol (sans dimension)	10%	Johnson & Ettinger
θ <sub>a,dalle</sub> = teneur en air de la couche de béton (sans dimension)	10%	Valeur moyenne considérée pour un béton classique (donnée CEBTP)
θ <sub>e,dalle</sub> = teneur en eau de la couche de béton (sans dimension)	5%	Valeur moyenne considérée pour un béton classique (donnée CEBTP)
H = Constante de Henry, pour la substance considérée (sans dimension)	Variable	Substance INERIS



o Usage du site : industriel et tertiaires (bureaux),

o Caractéristiques des espaces extérieurs :

- présence de terrains imperméabilisés au droit des voiries et parking,
- recouvrement des sols de surface par 30 cm de terre végétale au droit des zones remblayées et celles impactées en métaux lourds : **aucun sol potentiellement impactés à nus.**

o Caractéristiques des espaces intérieurs :

- Bâtiment de plain pied. Absence de sous-sol ou vide sanitaire
- Milieu cloisonné sur une dalle béton d'une épaisseur de 10 cm (**hypothèse de travail sécuritaire**)
- Surface minimale : 100 m<sup>2</sup> (**hypothèse de travail** : surface retenue pour un bloc de dallage de 10m x 10m)
- Hauteur sous plafond de 2,5 m (**hypothèse de travail pour un bâtiment de bureau**)
- Espacement dalle fondation (joints) : 0,1 cm (**valeur par défaut**),
- Taux de renouvellement de l'air de 25% par heure (0.6h-1) (**hypothèse de travail sécuritaire pour un bâtiment de bureaux**)

#### Annexe 4 : Localisation des piézomètres à la date de la SUP

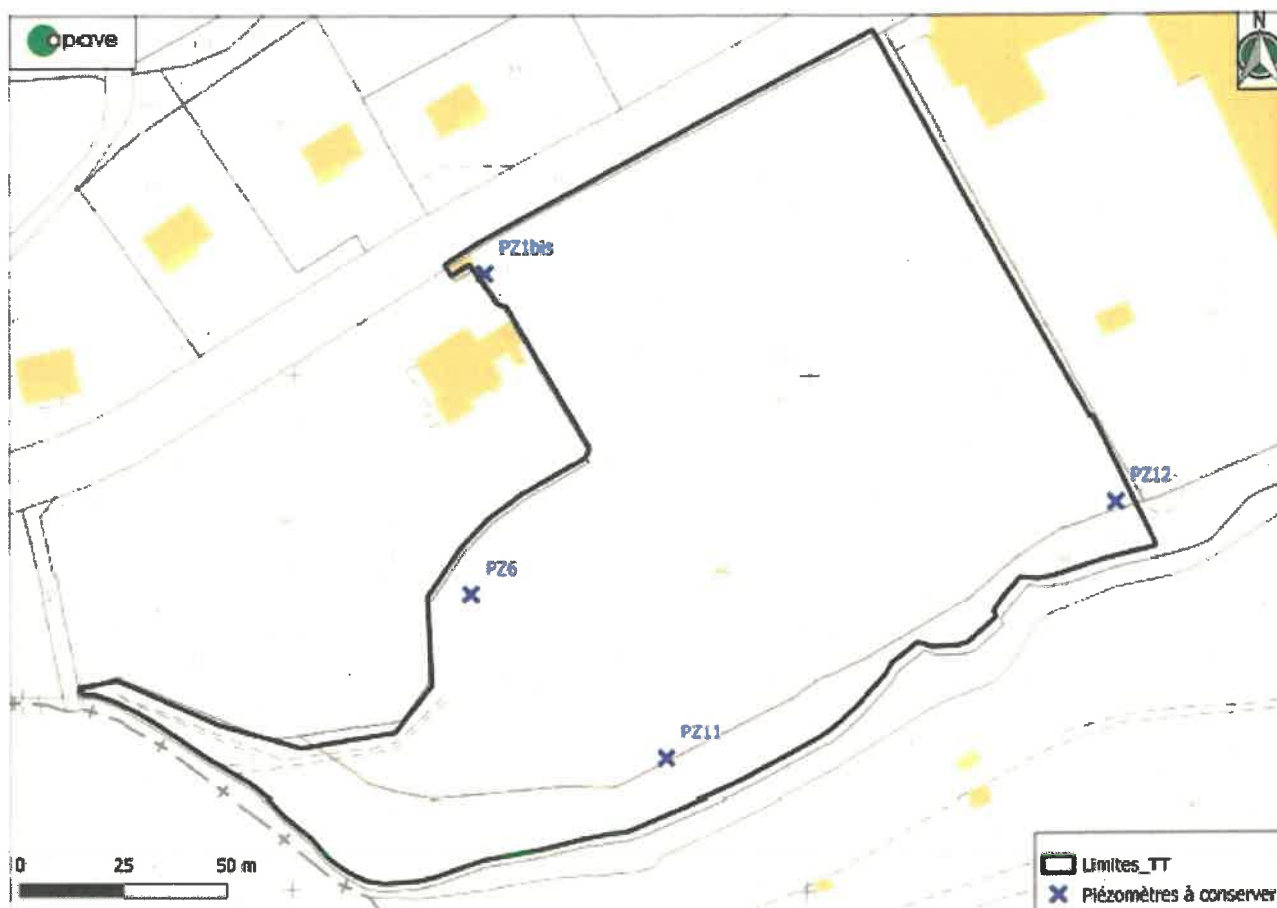
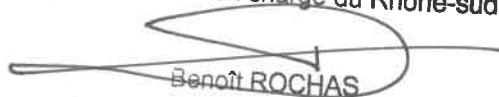


Figure 9 : Localisation des piézomètres à conserver

VU POUR ÊTRE ANNEXÉ À L'ARRÊTÉ  
PRÉFECTORAL DU

18 OCT. 2021

LE PRÉFET  
Sous-préfet en charge du Rhône-sud

  
Benoît ROCHAS

